

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 153
30 juin 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

**Le gouvernement « remanié » de Sarkozy dévoile
un programme de combat contre les travailleurs.
Il entend que les directions syndicales lui fassent des « propositions »
pour les faire aboutir.**

Pour enrayer cette offensive, une nécessité : rompre la concertation avec Sarkozy-Fillon.

Intervention d'Olivier Lestang au titre du courant Front Unique au Bdfn de la FSU (29 juin)

La forme, c'est parfois le fond. Le discours de Sarkozy devant un parlement muet rassemblé à Versailles est sans doute le plus cher de l'histoire, puisqu'il aurait coûté 400 000 euros. Mais surtout il renoue avec une tradition à laquelle les organisations syndicales ne devraient avoir qu'hostilité, c'est celle des Bonaparte et des Thiers, celle des ennemis du mouvement ouvrier.

Il est inadmissible que ce discours ait été suivi par une avalanche de satisfecit par la direction de la FSU. Au lieu d'expliquer qu'il s'agit d'un programme de combat contre les travailleurs, la direction de la FSU affirme qu'il y aurait là un beau discours, et même avec des « points d'appui » dedans, mais que les actes seraient en « contradiction ». Il n'y a nulle contradiction.

Sarkozy et son gouvernement estime la situation favorable pour faire sauter ce qui reste de la retraite à 60 ans. C'est une déclaration de guerre. Ils entendent poursuivre les suppressions de postes dans la fonction publique. Privatiser la Poste.

Mais, selon le communiqué de la direction FSU, ce serait un « point d'appui » que la généralisation du « Contrat de transition Professionnelle » ! Or ce « CTP » consiste pour l'essentiel à séparer le contrat, et le travail, des conventions collectives, lesquelles renferment encore nombre d'acquis arrachés par la lutte de classe.

Prenons un autre exemple. La disparition du secrétariat à la Fonction publique signifie, selon Gérard Aschiéri, une gestion des fonctionnaires indépendamment de leur statut et s'inscrit dans l'application du « livre blanc » de Silicani. Eh bien le CTP, c'est la même logique, un moyen de détruire garanties collectives et statuts particuliers, au moyen de la polyvalence, de la flexibilité.

Prenons encore la réforme des collectivités territoriales. C'est un levier pour mener une offensive d'ampleur contre la fonction publique territoriale. D'ailleurs, elle est éclairée par cet amendement adopté au parlement sur la loi « mobilité » qui élargit à la FPT les possibilités de licenciement des fonctionnaires, tandis qu'arrive un projet de loi UMP qui leur permettait de recruter sous statut privé.

Enfin, l'un des axes du gouvernement est de développer l'alternance au point qu'il ne resterait à terme plus guère d'élèves dans l'enseignement professionnel public. Chatel de ce point de vue est « the right man in the right place », lui le madeliniste qui vient d'une famille de maîtres des forges de la Haute Marne avant d'être responsable chez L'Oréal.

Alors la réaction des directions syndicales face à ces intentions destructrices ne peut être perçue autrement que comme un encouragement par Sarkozy et les siens. Le communiqué de la direction FSU a sa traduction en actes.

- Sur la réforme de la formation, le nouveau communiqué unitaire use toutes les ressources de la sémantique pour ne pas parler de « retrait ». Après « l'abandon négocié », voici maintenant « la suspension durable »... tandis que le gouvernement, lui, a annoncé 16 000 postes supprimés (en fait plus encore) pour l'essentiel grâce à l'application de cette réforme dont seul notre courant a lutté avec constance pour que la FSU en exige le retrait.
- Sur la loi « mobilité », loi scélérate, qui va pourtant passer devant l'assemblée sans même qu'il n'y ait appel à la grève sans parler de manifestation nationale.
- Et puis comment ne pas souligner et condamner le fait que, au moment où Hortefeux s'installe à l'Intérieur, la direction CGT procède à l'expulsion musclée de travailleurs sans papiers de ses locaux de la Bourse du Travail à Paris ?

Mais il y a un autre aspect du discours de Sarkozy qui est fondamental. Sur chaque question, il a demandé aux directions syndicales de lui faire « des propositions ». Ainsi pour les retraites, ainsi pour le CTP, ainsi encore sur la question de l'emprunt qu'il entend lancer. Cet emprunt, c'est parfaitement clair, n'a pour objet que de financer la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon. C'est une opération visant à réaliser « l'unité nationale » que Fillon appelle de ses vœux. Plus encore, il est certain que – comme c'est déjà le cas pour le fonds stratégique et plus encore pour le fonds d'investissement social – les directions syndicales devraient être associées à la gestion des sommes ramassées par cet emprunt. Donc à la politique du gouvernement.

Alors, puisqu'une réunion est prévue le 1^{er} juillet à l'Elysée avec les dirigeants confédéraux pour « discuter des priorités à financer », la FSU doit s'adresser publiquement aux directions confédérales pour leur dire « n'y allez pas », n'allez pas vous situer aux côtés de ceux qui font payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse.

Voilà qui serait rompre avec le gouvernement, qui serait rompre avec la politique menée depuis plus de 6 mois par l'intersyndicale, laquelle politique a eu comme résultat de permettre à Sarkozy d'annoncer à Versailles cette nouvelle offensive à laquelle il faut que les travailleurs de l'éducation, comme les autres, se préparent à faire face pour la briser.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com